

En Hongrie, Orban soigne le catholicisme identitaire

Le dirigeant cherche à tirer profit de la « rechristianisation » d'un pays encore marqué par son passé communiste

REPORTAGE

HODMEZÖVASARHELY, SZEGED, VAC
(HONGRIE) - *envoyé spécial*

Le Vieux Continent doit écouter le message du Christ, sinon les musulmans gagneront : tel est le credo de Viktor Orban, dirigeant bien connu d'un Etat qui l'est moins, encore marqué par des décennies de dictature communiste.

Le premier ministre hongrois, au pouvoir depuis 2010, se rêve en apôtre d'une reconquête conservatrice. Et à trois mois des élections européennes, ce souverainiste issu d'un milieu calviniste a placé, dimanche 10 février, sa campagne électorale à venir sous le signe de la défense des « nations chrétiennes » contre l'immigration, qu'il associe uniquement au terrorisme, ainsi qu'à la violence.

Mais qu'en est-il réellement de ce petit pays comptant 9,8 millions d'âmes, que le parti majoritaire, le Fidesz, devenu chantre de l'illibéralisme, s'évertue contre vents et marées à « rechristianiser » ? Selon le dernier grand recensement, en 2011, 39 % des Hongrois affirment être catholiques et 11 % protestants. C'est peu. Alors que le catholicisme jouissait d'un statut de religion officielle sous la monarchie austro-hongroise,

l'épuration soviétique a durement affaibli la pratique des fidèles.

Pour inverser la tendance, Budapest dépense sans compter, encourageant notamment la reprise par les Eglises de son réseau d'écoles publiques. Il continue de financer ces dernières, dont il délègue la seule gestion aux différentes religions.

« Plus de libertés académiques »

A Hodmezovasarhely, une petite ville du Sud-Est, le changement paraît à première vue très radical. En ce lundi matin, les 486 élèves du groupe scolaire Saint-Joseph participent à la grande prière de 7 h 45, avant les cours. Agés de 6 à 14 ans, ils réciteront leurs bénédictions avant le repas du midi, se plieront aux deux heures hebdomadaires de catéchisme. Elles sont obligatoires, tout comme la participation de leurs parents à

une messe mensuelle.

Difficile de croire qu'il y a dix ans, ce modeste établissement de quartier appartenait à l'éducation nationale. « Nous avons un projet pour construire une chapelle attenante à l'école », se réjouit la directrice, Edit Juhaszné Wolf, à qui les écoliers, au détour des couloirs, donnent du « Gloire à Jésus ». « Toute l'équipe enseignante qui venait du public est restée lorsque nous avons choisi d'être rattachés à

l'Eglise. Vous savez, avant le communisme, nous étions tous baptisés. La transition s'est donc faite en douceur, année après année. Progressivement, nous avons calqué les apprentissages sur le calendrier liturgique. Nous avons introduit le baptême collectif, la communion et la confirmation. Tout cela n'a pas posé de problème. Au contraire, les enseignants sont contents d'avoir plus de libertés académiques. »

Ces « libertés » se traduisent par un inflexionnement des programmes. « Bien sûr, on ne remet pas en cause les thèses établies, se défend Magdolna Hézo, professeure de biologie et d'histoire. Néanmoins, nous présentons désormais plusieurs points de vue aux enfants. Concernant le sujet de la création, on leur donne la version religieuse, ainsi que la scientifique. »

Les familles n'ont pas opposé de résistance à ces bouleversements majeurs. Elles sont d'ailleurs de plus en plus nombreuses à rejoindre le mouvement. En huit ans, le nombre des lycées confessionnels est passé de 10 % à 23,4 %. Et si les chiffres officiels sont moins spectaculaires en primaire (de 5,7 % à 9,5 %) et au collège (de 8,6 % à 15,9 %), ils traduisent tout de même une tendance de fond.

« Il ne s'agit pas simplement de coller une croix sur tous les murs, explique Laszlo Kiss-Rigo, l'évê-

que de la ville de Szeged, qui s'occupe de l'école de Mme Juhaszné Wolf. Ce que nous encourageons, c'est un renouveau profond, presque trois décennies après la fin de l'athéisme des républiques socialistes. Car même les athées sont chrétiens, parce qu'ils ont été socialisés dans cette culture. Leur identité est chrétienne. Notre évêché a été créé en 1030 par le roi saint Etienne. Avant la seconde guerre mondiale,

la majorité des écoles étaient tenues par des ecclésiastiques. »

« Cathédrales vides »

Et cet héritage aussi fait l'objet d'une attention particulière. Que ce soit à Szeged, proche de la frontière serbe, ou à Hodmezovasarhely, tous les lieux de culte sont maintenant rutilants. Ils ont bénéficié de travaux financés par l'exécutif. Fin décembre 2018, 31 millions d'euros ont ainsi été débloqués pour rénover la plus grande basilique d'Europe centrale, située dans la localité d'Esztergom.

« Nos cathédrales sont jolies, c'est vrai, ironise Miklos Beer, prélat de Vac, une cité millénaire accrochée au Danube, au nord de la capitale. Dommage qu'elles soient toujours aussi vides. » Il affiche, sur les murs, une belle proximité avec le pape François, critiqué ouvertement par Viktor Orban parce qu'il invite le Nord à ouvrir ses frontières aux réfugiés venus d'Afrique et du Moyen-Orient.

« En quinze ans, le nombre de prêtres a baissé de 25 %. Ce n'est pas parce que des ministres se définissent comme des chrétiens et prennent les armes, notamment financièrement, pour protéger le christianisme, qu'ils transforment automatiquement la société. Certes, ils renforcent les traditions, les valeurs, les coutumes. Toutefois, la chrétienté ne peut pas être un programme politique. Et M. Orban dispose en fait de peu de marge de manœuvre sur la foi de chacun. Actuellement, seuls 15 % de ceux qui se disent croyants assistent à nos offices. Le catholicisme hongrois est identitaire et non pratiquant. Si ce peuple fait des louanges avec sa bouche, il place son cœur encore trop loin de Dieu. »

Cela tombe bien, le prochain Congrès eucharistique international aura lieu à Budapest en 2020. Une occasion, pour le pape François, de rappeler aux Hongrois qu'ici comme ailleurs, on fait de plus en plus souvent appel aux Africains pour prononcer la messe. Un premier Nigérian est d'ailleurs arrivé à Szeged récemment, pour tenter de répondre à la crise des vocations. Mais de ce genre d'immigrés-là Viktor Orban ne parle pratiquement jamais. ■

BL. G.